

LA DETTE SOUVERAINE

UN REGNE APPELE A DURER

Par Jean-Claude COURDY

Il serait d'un optimisme exagéré de penser que les dettes souveraines, royales comme celles d'Espagne ou du Royaume Uni ou républicaines comme celles de la France ou de l'Allemagne aillent se rétrécir comme peau de chagrin, simplement parce que le temps passe et vient à bout des situations les plus désespérées.

La Grèce hs, l'Irlande ko, l'Espagne vacillante, l'Italie qui ne vaut guère mieux, la France secouée, l'Allemagne qui voit venir l'orage. Le virus ne s'est pas stabilisé dans ses pays d'origine mais est en passe d'atteindre les mieux protégés comme l'Allemagne et bien entendu la France voire les pays riches du nord de l'Europe. On se pose bizarrement la question : Pourquoi la plus grave crise financière mondiale connue depuis celle de 1929 s'inscrit-elle dans la durée ?

Pour répondre à ce pourquoi, il faudrait d'abord diagnostiquer la nature de la crise, ses origines et connaître les moteurs de sa propagation. Or, il semblerait que ce travail d'expert n'ait pas été fait correctement. Chacun y est allé de son explication. Des gouvernements ont accusé la facture sociale ou d'autres le rétrécissement de cette facture par l'austérité. Il y a eu le « pas assez d'impôt » puis le « trop d'impôt », la somptuosité des dépenses d'Etat et la réduction de la fonction publique...Les pour et les contre se sont succédé pour aboutir au final à trouver un bouc émissaire : les banques. Facile, trop facile ! Elles ne sont pas aimées des citoyens, on les accuse de détourner la richesse publique, d'avoir été à l'origine de nombreux scandales, d'être avares de leurs crédits, de faire payer aujourd'hui des services naguère gratuits, ce qui a monté contre elles une grande partie de l'opinion. Bref, une situation idéale pour que gouvernants aidant, on leur fasse porter le poids de tous les malheurs des sociétés du monde. Ah ! Lorsque la crise des « subprimes » a privé d'innombrables citoyens américains de leurs maisons, la réaction des Européens a été de dire : cela ne peut pas nous arriver, c'est impensable en Europe. Depuis longtemps, on avait oublié la crise de

1929 qui mit au chômage ouvriers, employés, salariés de toutes catégories et se propagea des USA en Europe sans que la cécité des gouvernements européens fût guérie. Plus de quatre vingt ans après, mêmes causes, mêmes effets.

Analyser la crise aujourd'hui, c'est établir précisément tous les paramètres économiques qui contribuent au succès ou à la décadence des entreprises. En majorité petites et moyennes, elles sont entourées, encerclées devrait-on dire d'un réseau de grandes banques internationales, mondialisées qui visent des affaires hors de la sphère européenne et qui, du fait de leur vocation mondialiste, sont incapables d'apprécier le tissu industriel des régions, ses capacités d'innovation, de maintien local de leur main d'œuvre spécialisée, de leur capacité de remboursement des emprunts. Dans une analyse pertinente de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), les chercheurs mettent en exergue les deux systèmes et l'intérêt de développer parallèlement à un réseau de banques internationales existantes, un réseau de banques régionales qui vivait en France avant le deuxième conflit mondial et qui prospère aujourd'hui en Allemagne, notamment du fait de sa structure fédérale. « Il apparaît aujourd'hui que "le redressement productif" du tissu industriel dans les régions, ne requiert pas seulement des universités et des centres de recherche efficaces alliées à des start-up pétulantes mais aussi des institutions financières qui s'y investissent durablement...»

Ces réflexions de fonds se profilent dans le contexte d'une crise qui dure et que les agences de notation ne manquent pas de nous rappeler puisque selon l'agence Moody's, l'Allemagne pourrait perdre son triple A. La France, le Luxembourg, les Pays Bas seraient aussi visés. La facture des intérêts des emprunts d'Etat serait ainsi considérablement alourdie, contraignant les gouvernements à décréter contre leur gré de nouvelles mesures d'austérité.

Non, nous ne sommes pas sortis de la crise. Le plus dur reste à vivre. La conjoncture va imposer aux gouvernements une recherche innovatrice. Tout est à changer dans un monde trop vieux qui n'a pas encore pris conscience que les sociétés, au contraire des individus, peuvent retrouver de nouvelles jeunessees sans fin prévisibles.

Jean Claude COURDY